

*Note de recherche*  
**Le Baromètre de la confiance politique / Vague 12 bis**

Novembre 2021

---

# DES FORÊTS, DES BACTÉRIES ET DES HOMMES.

## LA CONFIANCE POLITIQUE À L'ÉPREUVE DES ALÉAS BIOLOGIQUES

Virginie Tournay

Directeur de recherche au CNRS/CEVIPOF

[virginie.tournay@sciencespo.fr](mailto:virginie.tournay@sciencespo.fr)

Un module concernant le rapport des Français aux ressources naturelles, à leur corps biologique, à ce qu'ils absorbent (alimentation et médicament) et aux autres êtres vivants, a été inséré dans la vague 12bis du baromètre politique. Cette note exploratoire montre que la gestion de la nature et des espèces biologiques constitue un enjeu politique structuré par différentes logiques partisans et dépendant de variables sociodémographiques spécifiques. Cet enjeu est découpé en quatre sections : (1) l'affaiblissement de l'idéal cartésien de l'homme, maître et possesseur de la nature ; (2) la science et la nature ; (3) des espèces et des hommes ; (4) la gestion individuelle et collective de l'aléa biologique. Le remplacement de l'idéal cartésien par le paradigme de l'homme, usager et constituant de la nature se traduit par de puissantes luttes politiques. Elles vont bien au-delà du seul engagement écologique et elles seront au cœur de la prochaine élection présidentielle. Le paramètre générationnel et l'extrême-droitisation partisane sont des variables centrales de ce jeu politique.

La biodiversité est le résultat des transformations continues du monde vivant au cours du temps. Peu étudiée sous l'angle des comportements et des attitudes collectives, la gestion collective de la matière vivante dans toutes ses dimensions, depuis le règne animal et végétal, jusqu'aux

éléments naturels – est pourtant au cœur de l’actualité sociale et politique. Elle n’est plus réductible à une niche de revendications qui sous-tendrait la seule identité partisane de l’écologie politique. Son traitement est aujourd’hui transpartisan. Dans un contexte de sortie de pandémie et d’urgence climatique, elle constituera incontestablement un enjeu crucial de l’élection présidentielle de 2022. Avec les nouvelles questions relatives aux mesures sanitaires, l’originalité de la vague 12bis du baromètre de la confiance politique réside dans l’ajout d’un module portant sur le rapport des Français aux ressources naturelles, aux êtres vivants, à leur corps biologique et à ce qu’ils absorbent (alimentation et médicament)<sup>1</sup>.

1.  
Sur l’importance des politiques du vivant : numéro spécial, Virginie Tournay (dir.), « Quand le vivant devient politique – les avatars de la démocratie technique », *Sociologie et Sociétés*, Vol.42, n°2, automne 2010.

La présente note porte autant attention aux représentations collectives des mondes de la nature et du vivant qu’à leur traduction en termes de comportement politique. Son objectif est d’explorer les relations entre les facteurs sociodémographiques, les logiques partisans et les imaginaires sociaux des français vis-à-vis de ce qui relève de l’aléa biologique. La façon dont les répondants envisagent leur place dans la nature, les risques de développer une maladie, ou encore, la manière de conserver la santé ou de prendre soin du patrimoine « naturel » – conditionne les manières d’imputer à la société et aux pouvoirs publics, la responsabilité des transformations de la matière vivante et des environnements, que ces transformations soient ou non souhaitées, voire, qu’elles puissent ou non être anticipées. L’expérience de la Covid est ici emblématique.

### *L’affaiblissement de l’idéal cartésien de l’homme, maître et possesseur de la nature*

L’idéal cartésien de « l’homme, maître et possesseur de la nature » prolongé par les progrès de la science n’est plus le paradigme auquel se réfère une majorité des français. Ainsi, 82 % des répondants considèrent que « la nature a ses propres règles et qu’il est dangereux de vouloir intervenir dessus », voire que nous sommes « allés trop loin dans l’exploitation de la nature » pour 81% d’entre eux. Si ce constat est évidemment très marqué chez les sympathisants d’Europe Écologie Les Verts et chez les répondants ayant voté Benoît Hamon lors des présidentielles de 2017, il est aussi partagé par les quatre cinquièmes des enquêtés, toute sensibilité politique confondue. Ainsi, la tendance générale est d’envisager la place de l’homme comme une des composantes de l’écosystème naturel. À ce titre, 91% des répondants affirment que nous avons « beaucoup à apprendre du contact avec la nature ». Les imaginaires collectifs s’accompagnent d’une essentialisation et d’une personnification de la nature. Bien que cet idéal d’un retour à la terre prédomine dans certaines narrations de l’écologie politique, la tendance est transpartisane. Si on met de côté les postures écoféministes qui placent la logique capitaliste du patriarcat à la source des désastres écologiques, la gauche revendique une pacification du rapport à la nature à partir d’une dénonciation générale des méfaits de l’industrialisation. À travers la mise sur agenda des préoccupations environnementales, cette tendance lourde à gauche de l’échiquier politique confirme un glissement de la dénonciation

de l'exploitation de classe qui structurait cette orientation partisane, vers celle de l'exploitation de la nature. Les représentations positives d'une nature à défendre sont également bien présentes à droite. Elles renvoient à l'imaginaire du terroir, des identités territoriales et des traditions culturelles.

Le remplacement du paradigme cartésien par celui de « l'homme à la fois usager et constituant de la nature » a une double conséquence.

- **Les ressources naturelles : une responsabilité de moins en moins individuelle**

La première est la montée en puissance des représentations associant les ressources naturelles à une responsabilité relevant de moins en moins du seul individu-citoyen. Ainsi, lorsqu'il s'agit de déterminer qui doit être responsable des ressources naturelles ?, on observe un clivage générationnel. Une bonne moitié des plus de 50 ans rattachent tendanciellement cette responsabilité à chaque citoyen à titre individuel, tandis qu'ils ne sont que 32% à l'envisager chez les 18-24 ans. Mais curieusement, le quart de cette jeune tranche d'âge n'est pas opposé à ce que les ressources naturelles puissent faire l'objet d'une appropriation privée. Ce paradoxe peut trouver explication dans la volonté d'exercer librement un choix consumériste ou identitaire. En effet, cette génération ne soutient pas davantage que les autres classes d'âge, la délégation de responsabilité des ressources naturelles aux autorités politiques. Un quart de cette jeune tranche d'âge déclare en effet ne pas savoir à qui déléguer cette responsabilité.

Les seniors sont les plus réfractaires à ce que les ressources naturelles puissent faire l'objet d'une appropriation privée (16%). Ce refus est également un symptôme de positionnement à gauche. Ces deux variables (l'âge et le positionnement politique) associent également plus fortement la préservation des ressources naturelles à l'exigence de débats publics avec les citoyens. Les déterminants sociodémographiques qui relient la préservation des ressources naturelles aux autorités publiques sont généralement peu influents<sup>2</sup>. Néanmoins, les marqueurs d'intégration sociale, économique et culturelle tels que l'intensité de la proximité politique, un environnement CSP+, l'appartenance religieuse ou la présence d'un patrimoine constitué dans le foyer jouent plutôt en faveur d'une attribution de la responsabilité aux autorités politiques.

- **Ce qui est politique et ce qui ne l'est pas**

Le second effet de l'affaiblissement du paradigme cartésien se traduit par la constitution d'un enjeu politique autour de la démarcation symbolique entre les éléments qui relèvent de la nature et ceux qui n'y participent pas. Cette dernière catégorie fait référence aux produits manufacturés et aux processus aboutissant, parfois mais pas toujours de façon péjorative pour

**2.**

On fait ici également référence aux travaux de Elinor Ostrom sur la gouvernance des biens communs – la gestion des ressources naturelles. Si certains prônent un contrôle par l'État, et d'autres, une nécessaire privatisation des ressources, il apparaît que ces biens peuvent être confiés à des collectivités différentes de l'État ou du marché, faisant apparaître la complexité des logiques institutionnelles.

les répondants, à une « artificialisation » du monde vivant, c'est-à-dire à sa dénaturalisation. Si cette partition est communément partagée dans la population, la politisation intervient dans la façon de positionner cette démarcation. Par exemple, 42% des femmes et 27% des hommes considèrent que « prendre la pilule contraceptive pose problème car ce n'est pas un produit 'naturel' ». Ces pourcentages concernent près de la moitié des 18-34 ans, tandis qu'ils ne s'appliquent qu'à moins d'un quart des + de 65 ans. La différence de positionnement entre les hommes et les femmes ne découle pas de leur appartenance à une catégorie sexuée. L'interprétation de cet écart s'appuie sur d'autres variables sociodémographiques où les femmes se trouvent surreprésentées. Ainsi, la distribution sociale des temps de travail révèle une surreprésentation des femmes pour le temps partiel. Dans cette catégorie du « temps partiel », près de la moitié des répondants adhère à l'idée que la pilule contraceptive pose problème, tout comme ceux qui craignent de se retrouver au chômage. La fracture sociale, bien plus que le sexe, apparaît comme une variable déterminante dans la perception de la démarcation entre d'une part, ce qui est naturel et ce qui ne l'est pas, et d'autre part, le caractère péjoratif de ce qui ne l'est pas. La politisation est aussi un marqueur de taille. En effet, le rejet de la pilule contraceptive est plus présent au niveau des extrêmes (extrême gauche, gauche radicale et rassemblement national), il est associé à de fortes proximités partisanes.

### *La science et la nature*

La nécessité de maîtriser la nature est marquée par un fort clivage dans la population. Ainsi, 56% des enquêtés considèrent que « la science doit protéger l'homme de la nature ». Ce positionnement peut apparaître contradictoire avec l'affirmation que « la nature a ses propres règles et qu'il est dangereux de vouloir intervenir dessus » pour plus de quatre cinquièmes des répondants. Sauf à considérer que l'intervention de la science n'est pas perçue comme allant systématiquement à l'encontre des règles de la nature pour ceux ayant déclaré leur accord avec ces deux propositions<sup>3</sup>.

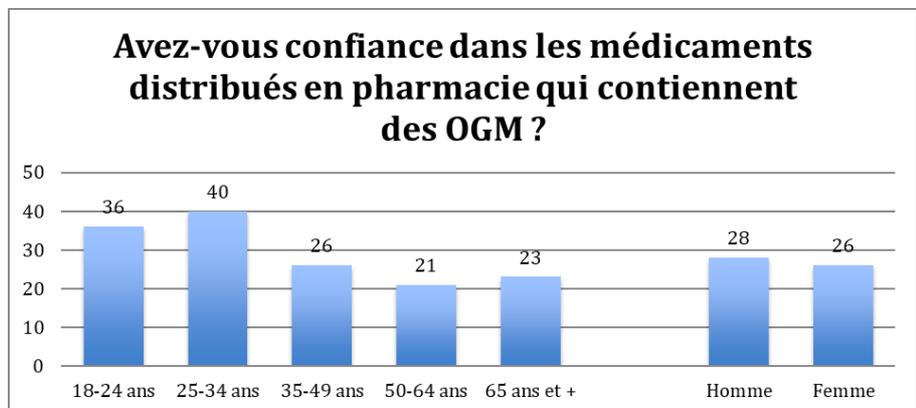
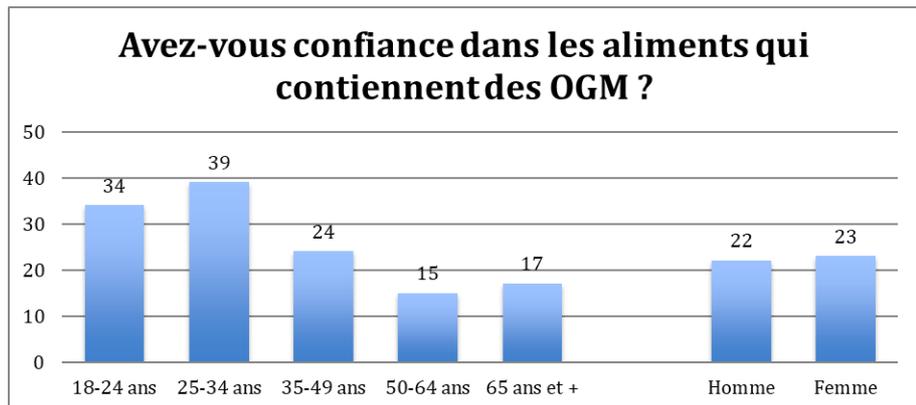
#### **3.**

Un exemple. De la géo-ingénierie à « l'intervention » climatique, des outils issus de la science et des technologies sont régulièrement présentés dans la presse pour combattre les changements climatiques sans contrevenir aux règles de la nature mais en les maîtrisant.

Protéger l'homme de la nature avec les outils de la science est plutôt porté par un positionnement à droite de l'échiquier politique, un niveau de diplôme moins élevé et une activité ou un ancrage familial plutôt libéral ou de direction. Il est également associé positivement au patrimoine du foyer. La reconnaissance du caractère « dangereux de la nature si elle n'est pas maîtrisée » obéit à des tendances sociodémographiques comparables dans les grandes lignes. Les électeurs de Jean-Luc Mélenchon et de Benoît Hamon lors des présidentielles de 2017 sont les plus réfractaires à cette affirmation. Un clivage gauche/droite s'opère autour de l'opposition intervention/non intervention humaine sur la nature pour s'en protéger.

- **L'impact de la crise sur la défiance vis-à-vis des OGM**

Du côté d'Europe Écologie Les Verts, on ne sera pas surpris que les électeurs aient le moins confiance dans les organismes génétiquement modifiés alimentaires (OGMa : 12% contre 25% pour les répondants ayant voté François Fillon en 2017). L'adhésion partisane renforce la confiance, tout comme le fait de travailler à son propre compte. La crainte de se retrouver au chômage diminue la défiance (34% de confiance dans les OGM alimentaire pour ceux qui ressentent beaucoup de risque de se retrouver au chômage, contre 18% de ceux qui déclarent avoir aucun risque), sans doute parce que, dans la hiérarchie des inquiétudes à venir, les manipulations génétiques apparaissent bien moins effrayantes que la perspective plus présente d'un déclassement économique et social. La défiance vis-à-vis des OGMa est aussi moins marquée en Île-de-France et chez les jeunes, davantage préoccupés par leur devenir économique que les seniors (34% chez les 18-24 ans ; 39% chez les 25-34 ans contre 17% seulement chez les plus de 65 ans). La confiance dans les médicaments contenant des OGM obéit à la même répartition sociodémographique mais le niveau général de défiance est un peu moins prononcé (écart de 5 points en moyenne) que pour les OGM alimentaires. La richesse du patrimoine semble tempérer la défiance acquise dans l'usage médical des OGM.



## - Un rejet de la pilule contraceptive et de la viande chez les plus jeunes

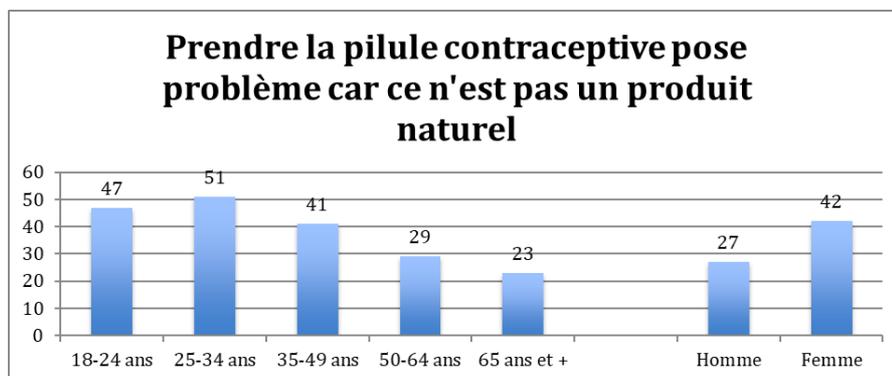
L'intensité de proximité politique, plus encore que le positionnement politique, subordonne la confiance des répondants dans la science et les OGM. L'absence de préférence partisane ou l'indifférence vis-à-vis des systèmes de partis, vont de pairs avec le sentiment de défiance. L'attitude politique de la jeune population peut apparaître paradoxale de prime abord car elle déclare davantage de confiance dans les OGM, et moins de confiance dans la pilule contraceptive que les seniors. Elle est aussi plus nombreuse à considérer que : dans une société idéale, on ne devrait plus manger des produits d'origine animale comme la viande. Les 18-34 ans sont aux alentours de 40% à être d'accord avec cette affirmation, contre 15% des 65 ans et plus. Ce positionnement est aussi marqué auprès de ceux qui craignent de se retrouver au chômage, qui se situent à gauche de l'échiquier politique, et plus encore à l'extrême gauche. Si les ressorts de cette adhésion restent complexes à interpréter, on peut poser l'hypothèse d'une désaffection reposant en partie, sur les mêmes logiques que le rejet de la vaccination. L'individualisation du rapport à la santé et la vision consumériste de ces produits contribuent ainsi à préférer, dans une proportion non négligeable de la population générale, la liberté de choix dans les vaccins mis sur le marché<sup>4</sup>. En parallèle, l'incertitude économique tempère la peur du génie génétique. Tandis que la remise en cause de l'humanisme, de la place première de l'homme dans la hiérarchie des êtres vivants d'une part<sup>5</sup>, et d'autre part, l'affirmation d'une vision sentimentale du rapport à la nature, s'accompagnent d'une certaine suspicion vis-à-vis de produits qui symbolisent le mieux-être et l'émancipation sociale (les produits d'origine animale ou la pilule contraceptive).

### 4.

Virginie Tournay, Refuser la vaccination : analyse d'une passion française, Note de recherche. Le baromètre de la confiance politique, Vague 12, février 2021

### 5.

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, *L'électorat animaliste : nouvelle île émergente de l'archipel français*, Note de la Fondation Jean Jaurès, juillet 2019. Les auteurs décrivent l'arrivée du parti animaliste comme le symptôme d'un phénomène de société plus profond.



### *Des espèces et des hommes*

La relation de l'homme aux autres espèces vivantes est une dimension importante de la construction sociale pour une majorité de répondants. Près de 90% des répondants estiment que l'homme doit apprendre à vivre en harmonie avec les autres animaux, et pour les trois quarts que l'homme est un animal comme un autre même s'il vit en société.

#### - **Des logiques politiques différentes de participation au règne animal**

Ce positionnement, plus affirmé chez les électeurs de gauche, renvoie ainsi à un tropisme de l'égalité étendu aux espèces animales, pouvant aller dans ces extrêmes, jusqu'à se réclamer d'une posture antispéciste, c'est-à-dire d'une prise en compte symétrique de l'intérêt des animaux. Les électeurs du Rassemblement national déclarent aussi à près de 84% que l'homme est un animal comme un autre. Si à gauche, cette logique s'inscrit dans les prolongements plus ou moins fidèles, d'une philosophie politique tenue pour « humaniste », la participation au règne animal pour l'extrême-droite repose sur l'idée d'un darwinisme social, d'une lutte partagée comme manière d'être au monde. Il s'agit alors de défendre son identité et son rang dans la hiérarchie naturelle et sociale. L'homme serait donc un animal comme les autres, orienté par son instinct de survie.

Moins de trois individus sur dix : plutôt des urbains, des indépendants ou des chefs d'entreprise, estiment que l'homme doit dominer le monde animal. Ce clivage est en partie lié au positionnement politique (21% à gauche, 29% au centre et 40% à droite), on le retrouve chez les anciens électeurs de François Fillon, qui sont aussi les plus réfractaires (près de 90%) à renoncer à la consommation de produits d'origine animale comme la viande.

#### - **L'importance biologique de l'identité sexuelle moins forte chez les jeunes**

L'importance biologique de l'identité sexuelle fait l'objet d'un clivage générationnel. Ainsi, 71% des 18-24 ans considèrent que : Être une femme, être un homme. Il n'y a pas que des différences biologiques, c'est avant tout la société qui détermine notre identité sexuelle pour seulement 45% des plus de 65 ans. Ce positionnement est également moins présent chez les électeurs de droite.

#### *La gestion individuelle et collective de l'aléa biologique*

La santé est globalement reliée à un bon sens individuel naturaliste. Aussi, une majorité de répondants (85%) considère que le corps humain sait ce qui est bon pour lui, il faut l'écouter.

#### - **L'aléa biologique : entre responsabilité individuelle et affaire de collectif**

Le sentiment de responsabilité individuelle est plus prononcé après 35 ans où les trois quarts des répondants considèrent que chacun est responsable de sa santé, ce n'est pas aux autorités de décider ce qui est bon pour nous (contre un peu plus de trois sur cinq pour les plus jeunes). Cette responsabilisation individuelle est un peu moins marquée chez les diplômés (> bac+2) et chez les électeurs d'Europe Écologie/Les Verts, qui sont également les moins nombreux à déclarer que quelles que soient les

précautions que l'on prend, on ne maîtrise pas sa santé. Pour ces catégories, la gestion de l'aléa biologique est davantage une affaire de collectif.

La responsabilité individuelle de la santé étant plus soulignée chez les + de 65 ans, ils sont 90% à considérer que beaucoup de gens n'ont pas le sens des responsabilités et jouent avec leur santé (contre 70% seulement des 18-34 ans). Néanmoins, en matière d'éducation sanitaire, ils sont une majorité, avec les plus diplômés et les détenteurs de patrimoine, à considérer que les autorités doivent éduquer davantage les citoyens (adhésion de trois quarts des répondants). Plus d'éducation en matière de santé mais pas d'injonctions : les plus âgés sont également majoritaires à déclarer (66%) que les autorités donnent trop de conseils sur ce qu'il convient de manger, contre 46% pour les plus jeunes. Ce rejet est moins marqué avec le niveau de diplôme, la vie en milieu urbain et l'absence de religion déclarée. Il y a également une plus grande acceptation des messages des autorités lorsque les répondants ont le sentiment de s'en sortir plus facilement sur un plan économique. En revanche, les trois quarts des sympathisants du Rassemblement national, de même que ceux qui craignent de se retrouver au chômage rejoignent l'idée du caractère excessif des conseils provenant des autorités contre 43% des sensibilités pour Europe Écologie Les Verts.

#### - **L'aléa biologique : à charge de l'État ?**

Les plus âgés ne sont que 44% à considérer que c'est aux autorités d'assurer la bonne santé des citoyens, contre près de 53% des 18-34 ans. En d'autres termes, ils attendent de l'État plus d'éducation, mais ils ne lui délèguent pas la responsabilité de conserver une bonne santé collective. Les sympathisants de gauche semblent attendre plus « *d'accountability* » (55%), c'est-à-dire de prise en charge de la part des pouvoirs publics que les partis de droite (44%). L'intensité de proximité politique accentue cette demande. Ainsi, les sympathisants du rassemblement national (54%) sont davantage en attente d'un État fort capable de prendre en charge les aléas de santé.

#### **Conclusion**

La gestion de la nature et des espèces biologiques constitue un enjeu politique influencé par les variables sociodémographiques. Ce travail exploratoire suggère que l'affaiblissement de l'idéal cartésien de l'homme, maître et possesseur de la nature, et son remplacement par le paradigme de l'homme, usager et constituant de la nature entraîne de puissantes luttes politiques.

1. La responsabilité des ressources naturelles ne relève plus du seul individu-citoyen, notamment aux yeux des plus jeunes. Néanmoins, cette responsabilité n'est pas automatiquement déléguée aux autorités politiques bien que les marqueurs d'intégration sociale, économique et culturelle favorisent cette tendance.

2. On assiste à la constitution d'un enjeu politique autour de la démarcation symbolique entre les éléments qui relèvent de la nature et ceux qui n'y participent pas. Le clivage générationnel est ici puissant. Les plus jeunes associent un caractère péjoratif à la pilule contraceptive, substance « non naturelle ». La politisation partisane accentue aussi ce positionnement, tout comme les angoisses économiques.

3. La maîtrise de la nature par la science constitue un thème particulièrement clivant dans la population générale. Ce positionnement se situe plutôt à droite de l'échiquier politique. Il marque ainsi l'affaiblissement d'une gauche républicaine associant le progrès scientifique au progrès social. Si la défiance vis-à-vis des OGM est accusée chez les électeurs d'Europe Écologie les Verts, elle est moindre chez les plus jeunes et les plus exposés aux inquiétudes économiques. On peut poser l'hypothèse que l'incertitude économique, l'individualisation du rapport à la santé et la vision consumériste de ces produits, tempèrent la peur du génie génétique

4. La remise en cause chez les plus jeunes de l'humanisme, de la place première de l'homme dans la hiérarchie des êtres vivants d'une part, et d'autre part, l'affirmation d'une vision sentimentale du rapport à la nature, s'accompagnent d'une certaine suspicion vis-à-vis d'objets qui symbolisaient jadis le progrès et l'émancipation sociale (pilule contraceptive ou la plus grande accessibilité de produits d'origine animale comme la viande).

5. Une majorité de la population considère que l'homme est un animal comme un autre. Les raisons de cette adhésion ne sont pas comparables selon la position des répondants dans l'échiquier politique : égalité entre les espèces à gauche ; instinct de survie pour l'extrême-droite. Bien qu'il reste minoritaire, le positionnement faisant de l'homme, le maître du monde animal, est plus marqué chez les électeurs de droite.

6. Les jeunes générations sont moins enclines que les autres classes d'âge à envisager l'identité sexuelle comme un caractère biologique.

7. La gestion de la santé est une affaire de responsabilité individuelle pour les plus âgés, le rôle des autorités publiques est essentiellement perçu comme éducatif. À l'inverse, les jeunes générations associent davantage de responsabilité aux autorités concernant la gestion des aléas biologiques, et donc la conservation de leur santé. Il en est de même pour les sympathisants du Rassemblement national, en attente d'un État fort.

*Réalisé avec le soutien de l'ANR dans le cadre du projet ComingGen n°ANR18-CE38-0007-01.*

**Édition :** Florent Parmentier

**Mise en forme :** Marilyn Augé

Pour citer cette note : TOURNAY (Virginie) « Des forêts, des bactéries et des hommes. La confiance politique à l'épreuve des aléas biologiques », *Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF*, vague 12bis, novembre 2021, 9 p.

© CEVIPOF, 2021 Virginie Tournay